

CHAPITRE II. — *Conditions d'octroi*

Art. 2. Lorsque le lieu de travail (coupe de bois) se situe à 10 km au moins du domicile de l'ouvrier, les frais de déplacement lui sont remboursés s'il utilise son véhicule personnel.

De même, les frais de déplacement sont remboursés à l'ouvrier qui utilise son véhicule personnel pour se rendre du siège de l'entreprise au lieu de la coupe de bois.

Le remboursement est effectué sur base du montant de l'indemnité kilométrique prévue dans l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Art. 3. Si la distance entre le domicile et le siège de l'entreprise est supérieure à 5 km, les ouvriers reçoivent, quel que soit le moyen de transport utilisé, l'équivalent de 60 p.c. du prix de la carte train assimilée à l'abonnement social de 2ème classe (carte train) pour la distance parcourue par la route entre le domicile et le lieu de travail.

Art. 4. Le calcul des distances est déterminé par le "Livre des distances légales" visé à l'arrêté royal du 15 octobre 1969 fixant les distances légales.

CHAPITRE III. — *Durée de validité*

Art. 5. La présente convention collective de travail produit ses effets le 24 février 2007 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle remplace la convention collective de travail du 13 février 2007 relative au remboursement des frais de déplacement, enregistrée sous le n° 82409.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant notification, par lettre recommandée, d'un préavis de trois mois adressé au président de la Sous-commission paritaire pour les exploitations forestières.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 28 septembre 2007.

Le Ministre de l'Emploi,
P. VANVELTHOVEN

HOOFDSTUK II. — *Toekenningsvoorwaarden*

Art. 2. Als de tewerkstellingsplaats (plaats van de houtkap) ten minste 10 km gelegen is van de woonplaats van de arbeider krijgt deze zijn verplaatsingskosten terugbetaald als hij zijn privé-voertuig gebruikt.

Op dezelfde manier krijgt de arbeider zijn verplaatsingskosten terugbetaald als hij zijn privé-voertuig gebruikt voor zijn verplaatsingen tussen de zetel van de firma en de plaats van de houtkap.

De vergoeding zal op basis van het bedrag van de kilometervergoeding voorzien in het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten uitgevoerd worden.

Art. 3. Indien de afstand tussen de woonplaats en de zetel van het bedrijf meer bedraagt dan 5 km, dan krijgen de arbeiders, om het even welk vervoermiddel gebruikt wordt, het equivalent van 60 pct. van de prijs van de treinkaart gelijkgesteld aan het sociaal abonnement 2de klasse (treinkaart) voor de afstand afgelegd over de weg tussen de woonplaats en de werkplaats.

Art. 4. De berekening der afstanden wordt vastgesteld door het "Boek der wettelijke afstanden" bedoeld bij het koninklijk besluit van 15 oktober 1969 tot vaststelling der wettelijke afstanden.

HOOFDSTUK III. — *Geldigheidsduur*

Art. 5. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 24 februari 2007 en is gesloten voor onbepaalde duur en vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 februari 2007 betreffende de vergoeding wegens verplaatsingskosten, geregistreerd onder nr. 82409.

Zij kan worden opgezegd door iedere partij mits een opzeggingstermijn van drie maanden betekend bij aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de bosontginningen.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 28 september 2007.

De Minister van Werk,
P. VANVELTHOVEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

F. 2007 — 4138

[C - 2007/23361]

22 JUIN 2007. — Arrêté royal octroyant un subside à l'Institut scientifique de Santé publique pour la surveillance de la poliomyélite, de la rougeole et de la rubéole

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment les articles 55 à 58;

Vu la loi du 28 décembre 2006 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2007, notamment l'article 2.25.4;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, notamment l'article 14, 2°;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 31 mai 2007;

Considérant que la Belgique s'est engagée à collaborer à la réalisation de l'objectif de l'Organisation mondiale de la Santé visant à faire en sorte que la Région européenne de l'Organisation mondiale de la Santé reste exempte de poliomyélite;

Considérant que la Belgique s'est engagée à se rallier à l'objectif de l'Organisation mondiale de la Santé visant à éliminer, d'ici 2010, la rougeole et la rubéole dans la Région européenne de l'Organisation mondiale de la Santé;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

N. 2007 — 4138

[C - 2007/23361]

22 JUNI 2007. — Koninklijk besluit tot toekenning van een toelage aan het Wetenschappelijk Instituut Volksgezondheid voor de surveillance van polio, mazelen en rubella

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op de artikelen 55 tot 58;

Gelet op de wet van 28 december 2006 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2007, inzonderheid op artikel 2.25.4;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole, inzonderheid artikel 14, 2°;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 31 mei 2007;

Overwegende de verbintenis van België om mee te werken aan de doelstelling van de Wereldgezondheidsorganisatie om de Europese Regio van de Wereldgezondheidsorganisatie poliovrij te houden;

Overwegende de verbintenis van België om toe te treden tot de doelstelling van de Wereldgezondheidsorganisatie om tegen 2010 mazelen en rubella te elimineren in de Europese Regio van de Wereldgezondheidsorganisatie;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Un subside de € 73.000, inscrit à l'allocation de base 02.33.23, division 59, du budget du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, année budgétaire 2007, est alloué à l'Institut scientifique de Santé publique, situé rue J. Wytsman 14, à 1050 Bruxelles, numéro de compte bancaire 001-1660480-13, à titre du subside pour les activités de surveillance de la poliomyélite, de la rougeole et de la rubéole en Belgique.

Art. 2. § 1^{er}. Ce subside vise à permettre à l'Institut scientifique de Santé publique d'opérer à titre prioritaire la surveillance nationale de la poliomyélite, de la rougeole et de la rubéole en Belgique, afin de suivre le statut exempt de poliomyélite de la Belgique et de répondre aux critères pour l'obtention de la certification de pays indemne de polio, ainsi d'atteindre l'objectif de l'élimination de la rougeole et de la rubéole en Belgique d'ici 2010.

Celui-ci comprend les activités suivantes qui seront coordonnées par l'Institut scientifique de Santé publique avec les partenaires des Communautés et des Régions :

1° assurer le secrétariat du Comité belge de Certification pour l'Eradication de la Poliomyélite;

2° assurer le secrétariat du Comité pour l'Elimination de la Rougeole et de la Rubéole en Belgique;

3° coordonner un système de surveillance sensible des cas possibles de polio par la surveillance de la Paralyse Flasque Aiguë (PFA) et par la surveillance de la circulation des entérovirus pour qu'une détection rapide d'un cas importé de poliomyélite soit garantie, en ce compris la confirmation du diagnostic et la détermination du génotype. Le but est d'arriver à une couverture nationale de la surveillance;

4° suivre le procès d'élimination de la rougeole; développer et coordonner un système de surveillance sensible des cas suspects de rougeole, y compris la confirmation du diagnostic et la détermination du génotype du virus en fonctionnant comme laboratoire de référence. Les définitions de cas telles qu'établies par le Centre européen de Prévention et de Contrôle des Maladies (CEPCM) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) seront utilisées à cet effet dans le but d'assurer le partenariat de la Belgique en vue de l'harmonisation des données entre les Etats membres. Le but est d'arriver à une couverture nationale de la surveillance;

5° suivre le procès d'élimination de la rubéole; mettre en place et coordonner un système de surveillance sensible des clusters de rubéole et des cas de rubéole congénitale. Les définitions de cas telles qu'établies par le Centre européen de Prévention et de Contrôle des Maladies (CEPCM) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) seront utilisées à cet effet dans le but d'assurer le partenariat de la Belgique pour l'harmonisation des données entre les Etats membres. Le but est d'arriver à une couverture nationale de la surveillance;

6° fournir de l'information et réaliser des exposés sur l'éradication de la poliomyélite et sur l'objectif d'élimination de la rougeole et de la rubéole d'ici 2010. Une attention particulière sera consacrée à la sensibilisation du secteur médical à la nécessité de fournir des données de qualité et complètes dans le but d'arriver à l'introduction de rapports fiables, de qualité et uniformes (selon les standards internationaux) de la surveillance;

7° assurer le contact avec les instances internationales, le système européen de surveillance de la rougeole (Euvac.Net), le Centre européen de Prévention et de Contrôle des Maladies (CEPCM), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) : signaler les données de la surveillance en utilisant les types de données et la fréquence recommandés par les organisations internationales, participer aux réunions internationales, formuler des réponses aux questions spécifiques. Tout échange d'informations mettra le service Monitoring de la Direction générale Soins de Santé primaires et Gestion de Crise et le service Relations internationales du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement en copie;

8° faire une fiche de notification et signaler à temps un cas possible de poliomyélite et des clusters de rougeole et de rubéole au réseau «crisis preparedness and response» via le service de garde de la Direction générale Soins de Santé primaires et Gestion de Crise du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een toelage van € 73.000, ingeschreven op basisallocatie 02.33.23, afdeling 59, van de begroting van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, op begrotingsjaar 2007, wordt toegekend aan het Wetenschappelijk Instituut Volksgezondheid, gevestigd J. Wytsmanstraat 14, 1050 Brussel, bankrekeningnummer 001-1660480-13, als toelage voor de surveillance-activiteiten van polio, mazelen en rubella in België.

Art. 2. § 1. Deze toelage moet het Wetenschappelijk Instituut Volksgezondheid in de mogelijkheid stellen om prioritair de surveillance van polio, mazelen en rubella in België te waarborgen om zo de poliovrije status van België verder op te volgen en te voldoen aan de criteria voor het behalen van de certificatie van een poliovrij land, alsook mee te werken aan het behalen van de doelstelling om mazelen en rubella te elimineren in België tegen 2010.

Dit omvat de volgende activiteiten die gecoördineerd worden door het Wetenschappelijk Instituut voor Volksgezondheid met de partners van de Gemeenschappen en Gewesten:

1° het secretariaat waarnemen van het Belgisch Certificatie Comité voor de Eradicatie van Poliomyelitis;

2° het secretariaat waarnemen van het Comité voor de Eliminatie van Mazelen en Rubella in België;

3° coördineren van een gevoelig systeem van surveillance van mogelijke gevallen van polio via de surveillance van Acute Slappe Verlammingen (AFP) en via de surveillance van de circulatie van enterovirussen zodat een snelle detectie van een geïmporteerd geval van polio gewaarborgd is, inclusief bevestiging van de diagnose en genotypering. Het doel is een nationale dekking van de surveillance te bereiken;

4° opvolgen van het eliminatieproces van mazelen; uitbouwen en coördineren van een gevoelig surveillancesysteem voor verdachte gevallen van mazelen, inclusief bevestiging van de diagnose en bepaling van het genotype van het virus door te functioneren als referentielaboratorium. De gevalsdefinities zoals opgesteld door het Europese Centrum voor Preventie en Controle van Ziektes (ECDC) en de Wereldgezondheidsorganisatie (WGO) zullen hierbij gehanteerd worden met als doel het partnerschap van België te verzekeren in het kader van de harmonisatie van data tussen de Europese lidstaten. Het doel is een nationale dekking van de surveillance te bereiken;

5° opvolgen van het eliminatieproces van rubella; opzetten en coördineren van een gevoelig surveillancesysteem voor clusters van rubellagevallen en voor de gevallen van congenitale rubella. De gevalsdefinities zoals opgesteld door het Europese Centrum voor Preventie en Controle van Ziektes (ECDC) en de Wereldgezondheidsorganisatie (WGO) zullen hierbij gehanteerd worden met als doel het partnerschap van België te verzekeren voor de harmonisatie van data tussen de lidstaten. Het doel is een nationale dekking van de surveillance te bereiken;

6° informatie verstrekken en voordrachten verzorgen over de uitroeiing van polio en de doelstelling tot eliminatie van mazelen en rubella tegen 2010. Een bijzondere aandacht zal besteed worden aan de sensibilisatie van de medische sector om volledige en kwaliteitsvolle gegevens te verstrekken teneinde het voorstellen van betrouwbare, kwaliteitsvolle en uniforme (volgens internationale standaard) surveillance-rapportering toe te laten;

7° instaan voor de contacten met de internationale instanties, het Europese surveillancesysteem voor mazelen (Euvac.Net), het Europese Centrum voor Preventie en Controle van Ziektes (ECDC), de Wereldgezondheidsorganisatie (WGO): melden van de surveillancedata volgens de door de internationale organisaties aanbevolen typegegevens en frequentie, deelnemen aan internationale vergaderingen, antwoorden op specifieke vragen. Bij elke uitwisseling van gegevens zal de dienst Monitoring van het Directoraat-generaal Basisgezondheidszorg en Crisisbeheer en de dienst Internationale Betrekkingen van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, in kopij gezet worden;

8° opstellen van een meldingsfiche en tijdig melden van een mogelijk geval van polio en van clusters van mazelen of rubella aan het « crisis preparedness and response network » via de wachtdienst van het Directoraat-generaal Basisgezondheidszorg en Crisisbeheer van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu;

9° fournir, au service Communication de la Direction générale Soins de Santé primaires et Gestion de Crise du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, l'aspect contenu d'une liste de questions souvent posées sur la poliomyélite, la rougeole et la rubéole, à l'intention du grand public et du secteur des soins;

10° remettre un rapport dans les deux langues nationales au Ministre de la Santé publique par l'intermédiaire du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement. Ce rapport fera l'objet d'une première version soumise au comité d'évaluation visé à l'article 5 au moins un mois avant que ne soit proposé le rapport définitif.

Conformément au template de rapportage à la Direction générale Soins de Santé primaires et Gestion de Crise du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, ce document comprendra au moins : un historique de la mise en place des systèmes de surveillance et du suivi du statut exempt de poliomyélite de la Belgique ainsi que du processus d'élimination de la rougeole et de la rubéole, la description du mandat et des activités des comités, une description de la méthodologie utilisée pour collecter les données y compris les restrictions de la méthode et des propositions pour améliorer l'efficacité de la surveillance, la présentation des résultats en chiffres et conformément aux indicateurs imposés, la description de la fréquence et des éléments recommandés pour les rapports à introduire auprès des organisations internationales et des problèmes éventuellement rencontrés pour satisfaire à cette obligation, une analyse descriptive des résultats obtenus dans les états fédérés, le positionnement de ces résultats dans un cadre européen et mondial, une liste de recommandations en vue de la préservation du statut d'éradication de la poliomyélite et de l'optimisation du programme d'élimination de la rougeole et de la rubéole et, en particulier, pour assurer une surveillance de qualité;

11° fournir un rapport trimestriel succinct des activités au service Monitoring de la Direction générale Soins de Santé primaires et Gestion de Crise du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement.

§ 2. Un représentant de la Direction générale Soins de Santé primaires et Gestion de Crise du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement participe comme membre des Comités mentionnés sous article 2, § 1^{er}, 1° et 2°.

Art. 3. Une avance de € 35.000 sera versée à compter de la date de la publication dans le *Moniteur belge* du présent arrêté.

Art. 4. § 1^{er}. Pour le 1^{er} avril 2008 au plus tard, l'Institut scientifique de Santé publique transmet à la Direction générale Soins de Santé primaires et Gestion de Crise du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement les pièces suivantes :

1° un rapport définitif portant sur les activités menées en application de l'article 2, 10°;

2° les pièces comptables relatives aux activités développées en application de l'article 2.

§ 2. Après validation des documents visés au § 1^{er}, la Direction générale Soins de Santé primaires et Gestion de Crise verse le solde du subside visé à l'article 1^{er}.

§ 3. Si le montant justifié par les pièces comptables est inférieur au montant visé à l'article 1^{er}, l'Institut scientifique de Santé publique est tenu de rembourser les sommes indûment perçues dans le mois du décompte qui lui est adressé par la Direction générale Soins de Santé primaires et Gestion de Crise.

§ 4. Les pièces justificatives peuvent être constituées de frais de personnel pour les prestations, des frais de laboratoire ou des frais généraux, pour autant qu'ils soient alloués spécifiquement pour la surveillance de la poliomyélite, de la rougeole et de la rubéole.

Aucun investissement durable n'est admis dans le cadre du présent subside.

Art. 5. L'approbation du rapport final est confiée à un comité d'évaluation comprenant un représentant du Ministre de la Santé publique et du chef du service Monitoring de la Direction générale Soins de Santé primaires et Gestion de Crise du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement.

9° het inhoudelijk aspect aanleveren voor een lijst met veelgestelde vragen over polio, mazelen en rubella ten behoeve van het brede publiek en de zorgsector aan de dienst Communicatie van het Directoraat-generaal Basisgezondheidszorg en Crisisbeheer van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu;

10° een verslag in beide landstalen bezorgen aan de Minister van Volksgezondheid via de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu. Dit verslag zal als een eerste versie worden voorgelegd aan het in artikel 5 bedoelde evaluatiecomité, uiterlijk één maand vóór het definitieve rapport voorgesteld wordt.

Het verslag zal conform het template voor rapportering aan het Directoraat-generaal Basisgezondheidszorg en Crisisbeheer van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu onder meer bevatten: een historiek van het opzetten van de surveillancesystemen en van de opvolging van de poliovrije status van België alsook van het eliminatieproces van mazelen en rubella, de beschrijving van het mandaat en de activiteiten van de comités, een beschrijving van de gebruikte methodologie voor het verzamelen van gegevens, inclusief de beperkingen van de methode en voorstellen om de efficiëntie van de surveillance te verbeteren, de weergave van resultaten in cijfers en volgens vooropgestelde indicatoren, de beschrijving van de aanbevolen frequentie en elementen voor de verslagen in te dienen bij de internationale organisaties en eventuele tegengekomen problemen om hieraan te voldoen, een beschrijvende analyse van behaalde resultaten in de deelstaten, de plaatsing van deze resultaten in een Europees en mondiaal kader, een lijst van aanbevelingen om de uitroeiing van polio te vrijwaren en het eliminatieprogramma voor mazelen en rubella te optimaliseren en, in het bijzonder, om een kwaliteitsvolle surveillance te verzekeren;

11° een beknopt trimestrieel activiteitenverslag bezorgen aan de dienst Monitoring van het Directoraat-generaal Basisgezondheidszorg en Crisisbeheer van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu.

§ 2. Een vertegenwoordiging van het Directoraat-generaal Basisgezondheidszorg en Crisisbeheer van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu zetelt als lid in de Comités, vermeld onder artikel 2, § 1, 1° en 2°.

Art. 3. Een voorschot van € 35.000 zal gestort worden vanaf publicatie in het *Belgisch staatsblad* van dit besluit.

Art. 4. § 1. Uiterlijk op 1 april 2008 bezorgt het Wetenschappelijk Instituut Volksgezondheid aan het Directoraat-generaal Basisgezondheidszorg en Crisisbeheer van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, de volgende stukken:

1° een definitief verslag met betrekking tot de activiteiten ontwikkeld in uitvoering van artikel 2, 10°;

2° de boekhoudkundige stukken met betrekking tot de activiteiten ontwikkeld in uitvoering van artikel 2.

§ 2. Na geldig verklaring van de documenten bedoeld in § 1, betaalt het Directoraat-generaal Basisgezondheidszorg en Crisisbeheer het saldo van de toelage bedoeld in artikel 1.

§ 3. Indien het bedrag bewezen door de boekhoudkundige stukken lager is dan het bedrag voorzien in artikel 1, moet het Wetenschappelijk Instituut Volksgezondheid de teveel ontvangen sommen terugbetalen binnen de maand van ontvangst van de afrekening aan hen opgestuurd door het Directoraat-generaal Basisgezondheidszorg en Crisisbeheer.

§ 4. De bewijsstukken kunnen bestaan uit personeelskosten voor de prestaties, laboratoriumkosten of algemene kosten, voor zover die specifiek voor het toezicht op polio, mazelen en rubella toegekend werden.

In het kader van deze toelage is er geen enkele duurzame investering toegestaan.

Art. 5. Het eindrapport moet goedgekeurd worden door een evaluatiecomité dat een vertegenwoordiger van de Minister van Volksgezondheid en het diensthoofd Monitoring van het Directoraat-generaal Basisgezondheidszorg en Crisisbeheer van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, omvat.

Art. 6. L'Institut scientifique de Santé publique s'engage à mettre, en tout temps, à la disposition de la Direction générale Soins de Santé primaires et Gestion de Crise du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, les procès-verbaux de toutes les réunions tenues dans le cadre de ce subsidie, ainsi que les rapports faits dans ce même cadre.

Art. 7. Les résultats obtenus au moyen de ce subsidie sont la propriété conjointe de l'Institut scientifique de Santé publique et du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement. Par l'intermédiaire de la Direction générale Soins de Santé primaires et Gestion de Crise du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, la publication des résultats obtenus (inclus article 2, 10°) à l'aide de ce subsidie est subordonnée à l'approbation du Ministre. Les demandes adressées au Ministre sont réputées approuvées si elles restent sans réponse dans le mois.

Les articles, les présentations, les posters, la correspondance entre les partenaires et toutes les autres publications des résultats obtenus à l'aide de ce subsidie, mentionneront toujours la Direction générale Soins de Santé primaires et Gestion de Crise du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement comme source de financement.

Art. 8. Le présent arrêté couvre la période du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2007 et les rapports sont donc à fournir pour les données de cette période.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2007.

Art. 10. Notre Ministre de la Santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 juin 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
R. DEMOTTE

Art. 6. Het Wetenschappelijk Instituut Volksgezondheid verbindt zich ertoe om de notulen van alle vergaderingen en rapporten opgesteld in het kader van deze toelage te allen tijde ter beschikking te stellen van het Directoraat-generaal Basisgezondheidszorg en Crisisbeheer van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu;

Art. 7. De resultaten behaald met de hulp van deze toelage zijn mede-eigendom van het Wetenschappelijk Instituut Volksgezondheid en de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu. De publicatie van de resultaten (inclusief artikel 2, 10°), behaald met de hulp van deze subsidie, moet via het Directoraat-generaal Basisgezondheidszorg en Crisisbeheer van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu door de Minister goedgekeurd worden. De aan de Minister gerichte aanvragen worden geacht goedgekeurd te zijn als ze niet binnen de maand beantwoord worden.

Artikels, presentaties, posters, briefwisseling met de partners en andere publicaties van de behaalde resultaten met de hulp van deze toelage zullen steeds het Directoraat-generaal Basisgezondheidszorg en Crisisbeheer Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu als financieringsbron vermelden.

Art. 8. Dit besluit dekt de periode van 1 januari 2007 tot 31 december 2007 en de rapporten moeten dus voor de gegevens van deze periode verstrekt worden.

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2007.

Art. 10. Onze Minister van Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 juni 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
R. DEMOTTE

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

F. 2007 — 4139

[C — 2007/23342]

3 OCTOBRE 2007. — Arrêté ministériel modifiant certaines annexes de l'arrêté royal du 10 août 2005 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
chargé des Affaires européennes,

Vu la loi du 2 avril 1971 relative à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux, notamment l'article 2, modifié par l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire;

Vu l'arrêté royal du 10 août 2005 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux, notamment l'article 23;

Considérant la Directive 2007/41/CE de la Commission du 28 juin 2007 modifiant certaines annexes de la Directive 2000/29/CE du Conseil concernant les mesures de protection contre l'introduction dans la Communauté d'organismes nuisibles aux végétaux ou aux produits végétaux et contre leur propagation à l'intérieur de la Communauté;

Considérant la Décision 2006/473/CE de la Commission du 5 juillet 2006 reconnaissant certains pays tiers et certaines régions de pays tiers comme indemnes de *Xanthomonas campestris* (toutes les souches pathogènes aux Citrus), *Cercospora angolensis* Carv. et Mendes ou *Guignardia citricarpa* Kiely (toutes les souches pathogènes aux Citrus);

Vu l'avis de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire du 10 août 2007;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

N. 2007 — 4139

[C — 2007/23342]

3 OKTOBER 2007. — Ministerieel besluit tot wijziging van bepaalde bijlagen van het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met
Europese Zaken,

Gelet op de wet van 2 april 1971 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende organisatie van de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen, inzonderheid op artikel 23;

Overwegende Richtlijn 2007/41/EG van de Commissie van 28 juni 2007 tot wijziging van een aantal bijlagen bij Richtlijn 2000/29/EG van de Raad betreffende de beschermende maatregelen tegen het binnenbrengen en de verspreiding in de Gemeenschap van voor planten en voor plantaardige producten schadelijke organismen;

Overwegende Beschikking 2006/473/EG van de Commissie van 5 juli 2006 waarbij sommige derde landen en sommige gebieden van derde landen worden erkend als vrij zijnde van *Xanthomonas campestris* (alle voor Citrus pathogene stammen), *Cercospora angolensis* Carv. et Mendes of *Guignardia citricarpa* Kiely (alle voor Citrus pathogene stammen);

Gelet op het advies van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen van 10 augustus 2007;